

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 04/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KME ROLLED FRANCE SAS**

Z. I.les Miels  
25870 Devecey

Références : -  
Code AIOT : 0005900244

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement KME ROLLED FRANCE SAS implanté RUE DE SODETAL ZONE INDUSTRIELLE DES MIELS 25870 Devecey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de FDS conformes, et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KME ROLLED FRANCE SAS
- RUE DE SODETAL ZONE INDUSTRIELLE DES MIELS 25870 Devecey
- Code AIOT : 0005900244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KME exploite à DEVECEY (25) une ligne d'étamage en continu de bandes en cuivre.

Cette installation anciennement exploitée par la Société ZINDEL a fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant en 2010.

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009.

Le site dispose d'une ligne de traitement de surface avec un volume de bains de traitement de 25000 litres.

L'exploitant a fait le choix de conserver l'autorisation actuelle délivrée pour un volume de bains de 97600 litres relevant de la rubrique IED 3260.

Le site emploie 20 personnes dont 4 personnes sur la partie traitement de surface.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- CLP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, un point sur la situation administrative du site a été effectuée. Les activités de KME sont réglementés par l'arrêté d'autorisation du 24/11/2009 qui liste les rubriques suivantes : 2565-2a (mais l'établissement est désormais classé 3260 - Traitement de surface, rubrique IED), 1111-2b, 1111-1b et 1131-2b, ces 3 dernières rubriques étant désormais supprimées. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré par courrier en date du 19/08/2009, exercer également une activité de traitement mécanique des métaux classée 2560 à déclaration, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 476 kW. Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations vis à vis de l'arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 3  | Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6  | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 4  | Etiquetage   | Règlement européen du 16/12/2008, article 17    | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Conditions de stockage et de manipulation          | Règlement européen du 18/06/2020, article 1     | Demande d'action corrective  | 15 jours              |
| 7  | Produits incompatibles associés à des rétentions   | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 8  | Plan général des stockages                         | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12    | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Etat des matières stockées         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49   | Sans objet        |
| 2  | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1 | Sans objet        |
| 5  | Mesures de lutte contre l'incendie | Règlement européen du 18/06/2020, article 1    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site KME à Devecey dispose de plusieurs stockages de produits dangereux pour lesquels il ne dispose pas de plan général et a présenté un état des stocks incomplet (toutefois complété immédiatement suite à l'inspection).

Le site dispose des fiches de données de sécurité associées à ses produits mais certaines doivent faire l'objet d'une mise à jour.

Les moyens d'extinction en cas d'incendie et les conditions de manipulation des produits sont

globalement respectés mais l'exploitant doit s'améliorer sur la prise en compte de toutes les spécificités liées à ces produits.

Les produits "acides" et "bases" sont séparés dans des locaux différents avec des rétentions différentes, toutefois, certains produits, notamment acides sont incompatibles entre eux et doivent faire l'objet de rétentions séparées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etat des matières stockées   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 49 - Etat des matières stockées.<br>[...]<br>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.<br>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.<br>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a fourni par courriel en date du 30/03/2026 un état des matières stockées en date du 24/03/2026. Celui-ci présente le nom du produit, les mentions de danger et le type de danger associé. Les quantités sont également indiquées mais sans unité. Le conditionnement n'est également pas renseigné.<br>L'exploitant a indiqué mettre à jour annuellement son état des stocks. Par ailleurs, il a également présenté le jour de l'inspection un état des stocks présentant les quantités maximum stockées sur le site correspondant à l'utilisation de produits sur 1,5 an.<br>Toutefois, lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté que de nombreux produits présents étaient manquant dans l'état des stocks transmis : substances dangereuses (acide chlorhydrique par exemple), huiles, produits associés aux bain d'étain et d'argent, boues issues de la station de traitement des effluents mais également des matériaux combustibles telles que des palettes, des cartons et des mandrins.<br>Par sondage, l'adéquation entre l'état des stocks fourni et la quantité réelle stockée sur le site a été contrôlée pour 3 produits : acide methansulfonique, acide nitrique et lessive de soude. Un écart d'environ 20% entre les deux valeurs a pu être constaté (la valeur présente étant plus faible que celle renseignée dans l'état des stocks), ce qui peut s'expliquer par l'utilisation des produits.<br>Les fiches de données de sécurité (FDS) associées aux produits présents sur le site sont disponibles sur le serveur de KME, consultables par les employés. Un classeur contenant les FDS au format papier est également disponible dans le bâtiment de traitement de surface. Toutefois, son contenu n'est pas exhaustif et les FDS qu'il contient ne sont pas à jour. La vérification que l'exploitant dispose bien de l'intégralité des FDS de tous les produits présents sur le site n'a pu |

être réalisée.

Par sondage, les FDS des 3 substances nommées précédemment ont été consultées. Les dernières mises à jour des FDS associées à la lessive de soude et à l'acide nitrique datent de 2019 et celle de l'acide méthansulfonique de 2017.

Par courriel en date du 20/04/2026, l'exploitant a transmis un état des matières stockées mis à jour. Celui-ci a été complété avec les produits manquants et les informations concernant le conditionnement et le volume des produits détenus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

**Thème(s) :** Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

**Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008

[...]

**Constats :**

Voir point de constat précédent.

L'exploitant n'utilise que des FDS transmis par ses fournisseurs, il ne réalise aucun mélange.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

**Thème(s) :** Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

**Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;

|   |
|---|
| 5) mesures de lutte contre l'incendie;<br>6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;<br>7) manipulation et stockage;<br>8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;<br>9) propriétés physiques et chimiques;<br>10) stabilité et réactivité;<br>11) informations toxicologiques;<br>12) informations écologiques;<br>13) considérations relatives à l'élimination;<br>14) informations relatives au transport;<br>15) informations relatives à la réglementation;<br>16) autres informations. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les 3 FDS de sécurité consultées par sondage :<br>- sont en français<br>- comportent les 16 rubriques obligatoires (sauf pour celle de la lessive de soude qui comporte bien une rubrique 3 décomposée en rubrique 3.2 mais ne présente pas la 3.1).<br>Toutefois, seule la FDS de l'acide nitrique présente le numéro REACH.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit demander aux fournisseurs de ses produits les FDS corrigées et mise à jour récemment.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |

#### N° 4 : Etiquetage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etiquette  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Règlement CLP n° 1272/2008 :<br>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:<br>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;<br>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;<br>c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;<br>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;<br>e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;<br>f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;<br>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;<br>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à |

|   |
|---|
| <p>l'article 25.</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, quelques étiquettes de produits stockées ont été contrôlées. Celles-ci comportaient bien les éléments réglementaires.</p> <p>Toutefois, certaines substances produites par le site, notamment les déchets ou les boues issues de la station de traitement des effluents ne comportent pas d'étiquettes suffisamment renseignées.</p> <p>L'étiquetage CLP concerne les substances et mélanges dangereux mis sur le marché. Si la substance ne quitte pas l'entreprise, elle n'est pas soumise à l'étiquetage CLP mais elle doit être étiquetée en interne (noms, dangers, pictogrammes...). Pour des raisons de sécurité liées à la manipulation, transport, stockage au sein de l'établissement, l'étiquetage est obligatoire.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter l'étiquetage des contenants n'en présentant pas (notamment déchets et boues de station) avec les dangers et risques associés.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>  |

#### N° 5 : Mesures de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH</p> <p>Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des extincteurs (Q4) réalisé par FEUVRIER en date du 27/10/2025. Celui-ci ne présentait pas de non-conformité.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été contrôlé l'adéquation des extincteurs en se basant sur les informations des 3 FDS transmises. Celles-ci mentionnaient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lessive de soude : pas de jet d'eau à grand débit.</li> <li>• Acide nitrique : L'eau pulvérisée est le seul moyen approprié (pas de mousse, poudre ou neige carbonique).</li> <li>• Acide methansulfonique : les moyens appropriés sont l'eau pulvérisée, la poudre d'extinction et la mousse. Les jets d'eau sont proscrits.</li> </ul> |



|   |
|---|
| <p>Aucun RIA n'est présent sur le site.</p> <p>A l'entrée du local de stockage des acides, l'extincteur le plus proche est un extincteur à poudre. Un extincteur à eau est également disponible mais situé légèrement plus loin. Il a été signalé à l'exploitant qu'il serait pertinent de ne prévoir que des extincteurs à eau près des acides.</p> <p>Par courriel en date du 20/04/2026, l'exploitant a confirmé avoir procédé à ce changement.</p> <p>Par ailleurs, des extincteurs adaptés ont été constatés au niveau des autres zones de stockage de produits chimiques du site.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 6 : Conditions de stockage et de manipulation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits incompatibles</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 REACH</p> <p>Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>7.1.1 : recommandations de manipulation</p> <p>7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les conditions de stockage et de manipulation des 3 FDS précédemment citées ont été consultées.</p> <p>Celles-ci mentionnaient notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lessive de soude : Conserver le récipient bien fermé. Assurer une ventilation adéquate. Utiliser un équipement de protection individuelle. [...] Prévoir des douches de sécurité et des fontaines oculaires dans les ateliers où le produit est régulièrement manipulé.</li> <li>• Acide nitrique : [...] Protéger du rayonnement solaire. Pour empêcher que les fuites ou les déversements ne se répandent, équiper d'un système de rétention des liquides approprié. Conserver à l'écart de : Alcalis et produits caustiques. Des matières combustibles, Matières explosives. Matières organiques, Réducteurs puissants. Matériel d'emballage - matière appropriée : acier inoxydable. Maintenir le récipient hermétiquement fermé et au sec, conserver dans un endroit frais. Protéger des températures supérieures à : 60 °C</li> <li>• acide methansulfonique : Éviter l'accumulation de charges électrostatiques.</li> </ul> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les locaux étaient bien ventilés et que des douches de sécurité étaient présentes. Le contenant de l'acide nitrique était toutefois des bidons de plastique et ceux-ci étaient placés non loin des huiles. Les conditions de stockage ne sont donc pas respectés pour ce produit.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'acide nitrique est conditionnés dans de l'acier inoxydable et tenu à l'écart des matières combustibles, Matières explosives. Matières organiques, et Réducteurs puissants.</p>   |

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 15 jours                    |

**N° 7 : Produits incompatibles associés à des rétentions**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Rétention  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».</p> <p>- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles</p> <p>Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les acides et les bases sont stockées dans 2 locaux différents.</p> <p>Cependant, il avait été demandé à l'exploitant lors de la dernière inspection en date du 19/09/2024 de vérifier "A l'aide de FDS, la compatibilité des produits au sein d'un même local ayant une rétention commune. En particulier, dans le cas de figure d'une incompatibilité au sein du local "acides", local formant rétention dédiée aux acides, une rétention supplémentaire dédiée à l'acide incompatible avec les autres acides sera nécessaire."</p> <p>Ce point n'a pas été traité par l'exploitant et certains acides incompatibles entre eux (acide chlorhydrique et acide nitrique par exemple) sont toujours sur la même rétention.</p> <p>Par ailleurs, la chaîne de traitement dispose d'une rétention commune à toutes les cuves de traitement. Il est indispensable de séparer cette rétention en fonction des incompatibilités entre produits.</p> <p>Par courriel en date du 20/04/2026, l'exploitant a précisé le volume de rétention du local des acides qui est de 9,1 m3. Au regard de la liste des produits présents, ce volume de rétention est suffisant.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prévoir des rétentions différentes selon les produits incompatibles notamment dans le local des acides et sous la chaîne de traitement.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

**N° 8 : Plan général des stockages**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Plan général des stockages   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.<br>[...]   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne dispose pas de plan général de stockage de ses produits dangereux. 4 zones principales de stockages ont été identifiées : <ul style="list-style-type: none"><li>- local acide</li><li>- local base</li><li>- stockage de certaines produits pour les bains d'étains et d'argent derrière la chaîne de traitement</li><li>- stockage de palettes, mandrins, cartons et produits finis dans une pièce à part de la chaîne de traitement.</li></ul> Des palettes, cartons et mandrins sont par ailleurs stockés en plus petites quantités près de la chaîne de traitement. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de présenter un plan général de ses stockages de produits dangereux.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |